

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 12/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GALLOO FRANCE MARQUETTE

10 avenue Industrielle BP 23
59520 Marquette-lez-Lille

Références : inspection 2023 – accident du 21/04/2023
Code AIOT : 0007004253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement GALLOO FRANCE MARQUETTE implanté 10 Avenue Industrielle BP 23 59520 Marquette-lez-Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est menée suite à un accident survenu sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE MARQUETTE
- 10 Avenue Industrielle BP 23 59520 Marquette-lez-Lille
- Code AIOT : 0007004253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALLOO France SA Marquette (ex CIBIE Recyclage) est spécialisée dans la récupération, le recyclage et la revalorisation des métaux ferreux et non ferreux. Elle réceptionne et stocke des déchets de métaux et alliages de résidus métalliques ferreux, des véhicules hors d'usage (VHU) ainsi que des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les déchets réceptionnés sont broyés, triés (métaux ferreux, non ferreux, plastiques, terres...) et revalorisés.

Le site s'étend sur environ 4,8 ha et se situe sur la commune de Marquette-lez-Lille, en bordure du canal de la Deûle. Les activités du site sont réglementées notamment par les arrêtés préfectoraux des 14 octobre 2004, et 14 juin 2018 et 3 avril 2020.

En outre, l'exploitant dispose des agréments pour la dépollution et le broyage des VHU renouvelés par arrêté préfectoral complémentaire du 3 avril 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Incident_rapport & suites | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un accident est survenu sur le site Galloo France à Marquelles-Lille le 21/04/2023. Les conséquences de cet événement restent mineures.

Il convient toutefois que l'exploitant poursuive ses investigations afin de proposer et mettre en oeuvre des actions visant à éviter le renouvellement d'un tel phénomène.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident_rapport & suites

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats : Par courriel du 22/04/2023, l'exploitant Gallloo France a informé l'inspection d'un départ de feu dans la nuit de vendredi 21 au samedi 22 avril.

Conformément à la demande de l'inspection formulée le 24/05/2023, l'exploitant a communiqué le jour même le rapport d'accident attendu au titre de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

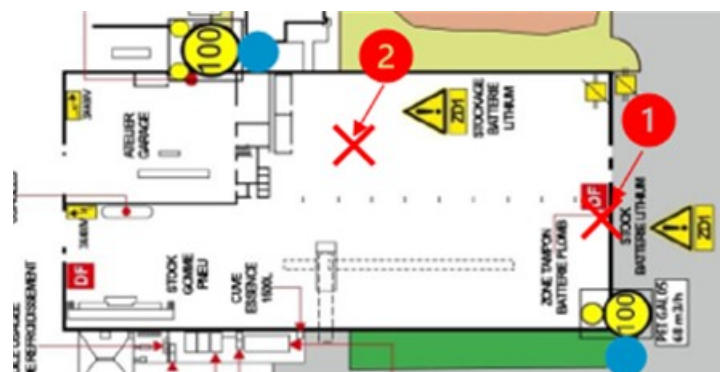
L'inspection s'est rendue sur site le 25/04/2023 afin de constater les faits et évaluer la situation.

La chronologie des faits est la suivante :

- le vigile lors de sa ronde constate un départ de feu et déclenche les secours vers 23h40;
- les pompiers interviennent rapidement et procède à l'extinction jusqu'à 00h30. Leur intervention s'est terminée vers 02h du matin.

Le départ de feu a eu lieu dans le hangars de dépollution des DEEE, ceci à deux endroits opposés :

- le premier feu se situe à côté de la porte sectionnelle dans une caisse palette de DEEE contenant des batteries lithium;
- le second feu s'est déclenché dans le hangar à l'opposé dans un stock d'ordinateur portable. Le feu s'est déclaré dans un deuxième temps alors que les pompiers étaient sur place.





L'exploitant indique ne pas avoir trouvé de lien entre les 2 départs de feu. L'exploitant suppose que le premier feu serait dû à une batterie lithium contenu dans un DEEE. Le second feu, pourrait être dû au déversement d'eau sur un autre stockage.

Sur le plan humain, aucune blessé et aucune victime ne sont à déplorer. Sur le plan matériel, les incendies n'ont pas engendré de flammes importantes ce qui a permis une extinction rapide. Au total, 6 palettes de DEEE ont été touchées. Le bâtiment est intègre.

L'activité a pu reprendre normalement le lundi suivant le week-end de l'incendie.

Elle a commencé par le traitement en priorité des matières impactées : les déchets brûlés ont été triés pour en extraire les indésirables, la partie valorisable a été redirigée vers la filière de valorisation habituelle.

Un nettoyage de la dalle et réseau a été réalisé le 24/04.

Les eaux issus de l'extinction (en faible quantité) et du nettoyage ont été pompées et envoyées en centre de traitement.

L'exploitant indique avoir procédé à des actions de communication :

- à destination de la municipalité : courrier du 25/04/2023;
- à destination des riverains de la société : courrier du 25/04/2023.

L'inspection constate que ce courrier fait mention d'un autre départ de feu le lundi 24/05 au soir qui serait dû à une reprise d'échauffement des déchets traités dans la nuit de vendredi à samedi. Il est précisé que "grâce à l'intervention rapide de nos équipes, le feu était déjà maîtrisé à l'arrivée des pompiers". Ce point n'a pas été mentionné à l'inspection par l'exploitant le jour de la visite du mardi 25/04.

Observations : L'exploitant a communiqué un rapport d'accident.

Ce dernier doit être amendé par une analyse plus précise des conditions de survenue de ces incendies et doit proposer des mesures visant à en éviter le renouvellement tel qu'indiqué dans les courriers adressés à la municipalité et aux riverains.

Les compléments sont attendus dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

